Lever l'incertitude systémique

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/883>

DOI : 10.4000/rea.883

ISBN : 978-2-8218-0868-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2008

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Lever l'incertitude systémique », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 86 | mai 2008, mis en ligne le 23 mai 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/883> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.883>

Lever l'incertitude systémique

En dépit de la bonne santé qu'elle a affichée tout au long de l'année écoulée et au premier trimestre, il se confirme que l'économie allemande n'échappera pas au ralentissement qui s'est amorcé au niveau mondial en ce début d'année 2008 sous l'effet conjugué de la crise financière américaine, de la hausse du prix du pétrole et des biens alimentaires. Il apparaît cependant, au vu des prévisions concordantes des analystes, que l'économie allemande ne devrait être que modérément affectée par la décélération de la croissance mondiale. Avec un taux de croissance attendu de 1,8 % en 2008, comparé aux 2,5 % de 2007, elle perdra certes de son élan mais continuera de tirer le marché européen. Cette bonne résistance apparaît d'autant plus singulière que l'économie allemande, plus que tout autre, est fortement tributaire des tensions du marché mondial, que ce soit du côté des importations du fait de sa dépendance énergétique et en matières premières, ou de celui des exportations où elle subit de plein fouet les contraintes de l'euro fort. C'est dire que le redressement économique allemand qui s'est opéré ces dernières années repose sur des bases solides : un potentiel industriel diversifié et performant qui affiche une compétitivité exportatrice à toute épreuve, relayée par une bonne tenue de la demande intérieure qui se nourrit depuis bientôt deux ans d'une reprise vigoureuse de l'emploi. Cette dynamique interne enfin retrouvée devrait compenser au moins en partie le recul prévisible des exportations et permettre ainsi à l'Allemagne de franchir sans encombre le cap des turbulences. On comprend pourquoi de l'autre côté du Rhin, en dépit des incertitudes économiques qui subsistent, la confiance des acteurs économiques ne se dément pas : elle se fonde avant tout sur la robustesse confirmée d'une économie réelle évoluant désormais dans un cadre général des activités foncièrement amélioré.

Il apparaît en effet que les ajustements opérés ces dernières années finissent par porter durablement leurs fruits. On ne peut ainsi expliquer la reprise spectaculaire de l'emploi – laquelle ne se mesure pas uniquement à la diminution du nombre de chômeurs, mais bien au nombre des quelques 700 000 emplois effectivement créés au cours des 12 derniers mois – sans évoquer les efforts conjugués des partenaires sociaux pour contenir les coûts salariaux et promouvoir la flexibilité du temps de travail dans les entreprises. Ni non plus ceux déployés par les pouvoirs publics pour favoriser le retour à l'emploi et améliorer le marché du travail, alors que parallèlement ils menaient une politique difficile d'assainissement des régimes de protection pour diminuer les prélèvements sociaux et alléger les charges. Autant d'éléments qui fondent la compétitivité retrouvée de l'économie allemande et sa capacité renforcée à faire face aux chocs multiples de la globalisation.

Mais au-delà de cette restauration des équilibres réalisée dans le contexte des échéances politiques récentes, d'autres réformes structurelles courageuses ou approches novatrices ont été mises en œuvre bien antérieurement dont on commence seulement à percevoir toute la portée en termes de compétitivité économique du site Allemagne. Ainsi en va-t-il de la réforme ferroviaire engagée dès 1993 dans le sillage de la politique européenne de libéralisation des transports et qui a conduit à la fois à la désétatisation de *Deutsche Bahn* et à l'ouverture du marché ferroviaire, tant pour le transport régional de voyageurs que pour l'ensemble du transport de marchandises. L'étude approfondie que nous publions dans le présent numéro sur l'évolution du fret ferroviaire montre combien cette réforme audacieuse et conséquente a été économiquement profitable, puisqu'elle a permis de faire de l'Allemagne le leader incontesté du fret ferroviaire et des activités logistiques au sein de l'UE. Et que, ce faisant, elle a à la fois conforté la position de l'économie allemande en la plaçant au cœur du système européen des échanges tout en contribuant à un meilleur équilibre du transport de marchandises en Europe.

Dans un tout autre registre, celui de la politique d'innovation dans le secteur des biotechnologies, l'interview que nous a accordée Horst Domdey, l'un des pères fondateurs du pôle biotech de Martinsried, retrace la démarche qui a présidé au développement de la *Bioregio* de Munich, aujourd'hui la première en Allemagne et la quatrième en Europe. L'expérience réussie de Martinsried souligne l'importance

d'une approche *bottom-up* privilégiant une logique de projet, dans laquelle l'intervention publique apporte un soutien financier sélectif et concurrentiel sur projets, tout en incitant les opérateurs de terrain à s'auto-organiser en réseau sur une base autonome et volontaire et à développer une culture d'innovation de type entrepreneurial. Ces expériences montrent l'une et l'autre l'importance, sinon la nécessité que peut revêtir la promotion délibérée de la part des pouvoirs publics d'une démarche concurrentielle pour favoriser la modernisation et faire prévaloir une logique d'efficacité dans des secteurs d'intérêt stratégique.

Pourtant, à côté de ces expériences innovantes, continuent de prévaloir des logiques régressives qui affectent le champ névralgique de la régulation sociale. L'étude du secteur du travail intérimaire qui clôt ce numéro est à cet égard instructive. Alors que cette activité de service particulièrement dynamique est tout autant un vecteur efficace d'insertion professionnelle qu'un facteur essentiel de fluidité du marché du travail pour les entreprises soumises à de fortes fluctuations d'activité, il est à son tour placé, au nom de la lutte contre la précarité, au centre du débat sur l'instauration d'un salaire minimum légal. En fait, il ne s'agit de rien d'autre que de pallier la faible représentativité du mouvement syndical et son incapacité corollaire à imposer une régulation contractuelle dans le secteur. Ainsi s'amplifie l'appel à la régulation salariale étatique, tantôt pour préserver des positions syndicales acquises, tantôt pour en compenser l'affaiblissement.

A ce jeu risque d'émerger progressivement, à côté du système de régulation salariale autonome assuré jusqu'à présent sous la responsabilité quasi-exclusive des partenaires sociaux, un système concurrent de régulation sociale étatique dans lequel l'arbitrage des pouvoirs publics interviendrait selon des critères plus sociaux qu'économiques. Dans le contexte actuel de reprise de l'inflation et de pression salariale accrue, un tel dispositif présente de graves inconvénients : celui d'une indexation de fait des salaires sur les prix, laquelle viendrait progressivement se substituer, par contamination rampante, à la négociation qui jusqu'ici prévaut entre partenaires sociaux responsables pour déterminer la répartition des gains de productivité de la branche. Pour une économie ouverte et exposée à la concurrence internationale comme l'est l'économie allemande dans ses principaux secteurs d'activité, le risque induit de dérive salariale ferait très vite peser un danger mortel sur la compétitivité des entreprises et sur l'emploi.

Mais au-delà des modalités mêmes de la régulation salariale, c'est bel et bien l'enjeu d'une rupture systémique qui se profile derrière la question du salaire minimum légal et qui touche à la répartition des compétences entre les différents acteurs publics et privés dans le système de gouvernance économique et sociale de l'Allemagne. Depuis 1949 prévaut le principe d'une répartition et d'un équilibre des pouvoirs entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, ceux-ci se voyant reconnaître par la Loi fondamentale la prérogative exclusive de déterminer branche par branche la répartition primaire des revenus et les conditions générales d'emploi et de travail, tandis que les pouvoirs publics avaient en charge les différents volets de la politique économique, l'organisation de la concurrence et la protection sociale. La Loi pour la promotion de la stabilité et de la croissance (*Stabilitätsgesetz*) adoptée en 1967 par le premier gouvernement de Grande coalition dans le contexte du tournant keynésien de l'époque avait sensiblement modifié cet équilibre en renforçant le rôle de pilotage économique global de l'Etat, sans pour autant remettre fondamentalement en question l'autonomie contractuelle des partenaires sociaux. Ce nouvel équilibre n'a pas été sensiblement infléchi depuis et a fait ses preuves sur une longue période dans sa capacité à absorber les chocs externes successifs, chocs pétroliers, crises monétaires, internationalisation et globalisation des années 80-90, jusqu'à la crise de compétitivité des années 2000. Mis à part l'épisode malheureux de l'alignement des salaires de l'est sur ceux de l'ouest qu'elle n'a pu éviter après l'unification, l'autonomie contractuelle s'est révélée l'instrument efficace d'un pacte social volontaire de préservation de la compétitivité. Sous la pression d'un mouvement syndical affaibli et au nom de la défense des acquis sociaux, le second gouvernement de Grande coalition peut-il raisonnablement consentir, à contre-courant de l'évolution, à un nouveau renforcement du rôle régulateur de l'Etat qui, cette fois, ouvrirait la voie à une étatisation rampante du modèle social ? Le débat public est désormais clairement ouvert : il devrait normalement conduire à lever cette incertitude systémique, au plus tard par l'arbitrage des urnes en 2009.

René Lasserre, le 6 mai 2008